

20 mai 2015

Dissidence au sein de la direction de Québec solidaire **Contre l'alliance dite souverainiste avec le PQ**

Le responsable aux communications de Québec solidaire lance un pavé dans la mare¹. Il a décidé de rendre public sa dissidence par rapport à la direction du parti sur la question des relations avec le PQ. Il aurait pu ajouter la ridicule politique consensuelle de main tendue aux Libéraux. Est-ce là seulement une passagère manifestation de mauvaise humeur ou bien le début de la construction d'une opposition conséquente comme orientation alternative?

Complaisance envers les Libéraux et alliance avec le PQ

D'un côté de la bouche, le parti dénonce l'austérité et réclame une imposition accrue des banques, des grandes entreprises et des revenus élevés². De l'autre, le même jour, il félicite le gouvernement des Libéraux qui « *s'est montré ouvert à débattre de la question du maintien des budgets pour la construction de nouveaux logements sociaux au Québec* » tout en « *constat[ant] l'intérêt de M. Leitao [le ministre des Finances], à l'instar de son collègue Gaétan Barrette [le ministre de la Santé] rencontré mercredi, à prendre à bras le corps le problème des prix faramineux des médicaments au Québec et d'en réduire la facture publique* »³. Faut-il s'étonner de cette complaisance de la part de la direction du parti qui préférerait, il y a peu, rechercher un consensus avec le Parti libéral au point que celui-ci, soutenu par le PQ et la CAQ, avait appuyé une motion Solidaire de « *bonne foi* » dans les négociations du secteur public⁴.

Plus stratégiquement, la direction du parti persiste à faire les beaux yeux au Parti québécois (PQ). En réponse à l'invitation au dialogue d'une émissaire d'un des candidats à la chefferie de réagir la porte-parole députée : « *"Accueillir les cousins, cousines." Je savais bien qu'elle parlait de nous "*, affirme la députée de Gouin, *Françoise David* ». D'ajouter la réelle chef du parti : « *"Des discussions, il doit y en avoir, il devra y en avoir, quel que soit d'ailleurs le nouveau chef du Parti québécois"* » pour conclure qu'elle n'oppose pas « *une fin de non-recevoir à l'idée d'une coalition des forces indépendantistes* »⁵. Le congrès du parti a beau voter que le parti ne veut rien savoir d'une alliance avec le PQ — faudrait-il voter cette résolution à chaque congrès? — encore moins, se dit-on, depuis son bref passage au gouvernement en 2012-13 où le PQ a redémontré son parti-pris néolibéral pour les coupures et pour le pétrole avec en sus la promotion d'une charte dite des « *valeurs* » identitaire et islamophobe, la direction Solidaire persiste à souhaiter une alliance souverainiste interclasse qui a prouvé son échec historique.

Rompre avec le PQ, c'est rompre avec le terrain stratégique du PQ

Cette dissidence non banale du responsable aux communications à propos de la question stratégique des alliances est au diapason du congrès⁶. Toutefois celle-ci n'est pas aboutie. Elle

-
- 1 André Frappier, [Lettre ouverte aux membres de Québec solidaire sur la souveraineté](#), Presse-toi-à-gauche, 19/05/15
 - 2 Communiqué de presse du 20/02/15 : « [L'austérité est nuisible à l'économie, le gouvernement peut faire de meilleurs choix](#) », site web du parti
 - 3 Communiqué de presse du 20/02/15 : [Réaction de Françoise David au sortir de la rencontre prébudgétaire des trois député.es de Québec solidaire avec le ministre des Finances Carlos Leitao](#), site web du parti
 - 4 Communiqué de presse du 30/10/14, [Prochaine convention collective du secteur public – Le gouvernement devra négocier de bonne foi grâce à Québec solidaire](#), site web du parti
 - 5 Marco Bélair-Cirino, [Vent nouveau sur le mouvement indépendantiste](#), Le Devoir, 23/02/15
 - 6 L'impuissance du congrès à défendre son orientation stratégique s'explique par une combinaison de vedettariat électoraliste médiatiquement construit et de confusion politique sur la question de

n'explique pas en positif une alternative indépendantiste de gauche dans le sens d'une indépendance réelle pour exproprier les banques, et non seulement d'une indépendance institutionnelle pour sauver la langue, afin d'atteindre le plein emploi écologique. Québec solidaire a une conception purement constitutionnelle de l'indépendance, ce qui met le parti sur le même terrain que celui du PQ. Même si sa stratégie de l'assemblée constituante, qui nécessite trois suffrages nationaux avec un apport de la rue que comme « actrice de soutien », est démocratiquement plus radicale que la stratégie du PQ, indéterminée à souhait, elle demeure une rupture dans la continuité des institutions. C'est là une contradiction qui amène le parti dans le cul-de-sac péquiste de la *gouvernance souverainiste* d'une province canadienne. Une bonne gouvernance amène à un rejet de l'indépendance, une mauvaise à celle du parti.

La porte de sortie de ce dilemme faustien mène à la rue, c'est-à-dire à la grève sociale. C'est la stratégie de la grève sociale sur horizon d'indépendance réelle qui devrait être l'apport du parti dans l'actuelle mobilisation contre l'austérité et contre les hydrocarbures. C'est cette stratégie qui permettrait de damer le pion aux concertationnistes directions syndicales. Celles-ci ont repris le contrôle de la situation suite à la défaite du printemps 2015, ce qui mènera non pas au conte de fée d'une grève générale automnale mais d'une capitulation avec ou sans baroud d'honneur d'une ou deux journées de grève. C'est en devenant la substantifique moelle d'une coalition pour la grève sociale que Québec solidaire deviendra l'axe du camp de l'indépendance redéfinie comme indépendance réelle combinant libération nationale et émancipation sociale.

Coup de gueule sans lendemain ou opposition durable et organisée?

L'élection de PKP, milliardaire et champion anti syndicaliste, comme chef péquiste est un moment bien choisi pour faire connaître publiquement sa dissidence. Ce n'est sans doute pas un hasard non plus si André Frappier occupe un des deux postes contestés, sur onze, au prochain congrès. Jusqu'ici il fallait se faire une idée pour le vote sur la base de biographies plutôt vides de contenu politique, ce qui en dit beaucoup sur la pauvreté du débat démocratique dans le parti. En tant que le responsable aux communications, et présumément son équipe, fasse de cette élection un enjeu politique, le vote à ce poste pourrait devenir le grand enjeu stratégique de ce congrès. Si l'on pense à la stagnation du féminisme québécois et à l'importance de la lutte contre l'austérité et contre les hydrocarbures vis-à-vis l'oppression des femmes⁷, ce changement de focus du congrès ne se ferait nullement au détriment de la question femmes d'autant plus qu'il n'impliquerait pas une modification des temps alloués ou si peu.

Cette dissidence publique d'un membre de la direction est une rareté dans le parti. Le responsable au programme de l'époque l'avait fait en 2006 sur la question de l'Afghanistan⁸ puis deux autres membres de l'exécutif en 2009 lors du débat sur l'indépendance⁹. Le responsable aux communications, et son équipe, va-t-il exposer clairement son point de vue dans le cadre du congrès en prenant les moyens nécessaires (interventions, discours, tracts, réunions ad hoc)? Ce serait indispensable pour que le vote pour ce poste du Comité de coordination nationale n'en reste à une question de bonne gouvernance en fonction des caractéristiques personnelles. André Frappier, qu'il soit réélu ou non, va-t-il faire le second pas en regroupant autour de lui les tenants de son point de vue jusqu'à susciter l'organisation d'une tendance politique? Ou bien va-t-il faire comme les précédent dissidents qui ont soit disparu dans le décor soit accepté finalement le "consensus" ? Voilà la question qui compte pour que cette heureuse initiative ait un lendemain.

l'indépendance et de la stratégie vers l'indépendance.

7 Voir sur mon site web, [Un pavé dans la mare féministe... et nationaliste](#), 16/05/15

8 Mon site web, [Un débat \(sur l'Afghanistan\) qui en cache un autre \(sur la démocratie\)](#), 27/09/06

9 Dans le cadre du débat préparatoire et au congrès programmatique de Québec solidaire des 20-22 novembre 2009 à Laval portant principalement sur les questions nationales québécoise et autochtone (autochtone et inuit), deux membres de l'exécutif se sont opposés au fondement indépendantiste du texte de la Commission politique, ce qui a ouvert le débat, même si c'était du côté droit.

Marc Bonhomme, 20 mai 2015
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca